

La croissance de l'économie française demeure faible en 2014

Le PIB ne progresse que de 0,6 % en volume en 2014¹, soit le même niveau que celui enregistré en 2013 (tableau 1). Les dépenses de consommation des ménages augmentent légèrement (+0,7 % en volume, après +0,5 % en 2013). Cette contribution positive à la croissance du PIB est atténuée de nouveau en 2014 par la diminution de la formation brute de capital fixe, qui mesure l'investissement (-0,3 % en volume, après -0,8 % en 2013). De même, les échanges extérieurs pèsent sur la croissance du PIB en 2014, les importations (+4,7 %) progressant de nouveau à un rythme plus soutenu que les exportations (+3,3 %).

En 2014, le PIB progresse de +1,2 % en valeur (après +1,4 % en 2013 et +1,3 % en 2012 – graphique 1). Ces faibles taux font suite à deux années d'embellie de la croissance économique (+3,1 % en 2010 et +3,0 % en 2011), après le point bas enregistré en 2009 (-2,8 %).

Le marché du travail continue de se dégrader

Le nombre de demandeurs d'emploi des catégories A, B, C² poursuit sa hausse entamée mi-2008, mais de manière moins soutenue depuis mai 2013 (+5,1 % en moyenne annuelle en France entière sur 2014 après +8,2 % en 2013)³.

En 2014, le taux de chômage au sens du BIT⁴ s'élève à 10,3 % en moyenne annuelle en France entière, soit le même niveau que celui enregistré en 2013. Au 4^e trimestre 2014, il s'établit à 10,5 %, en hausse de 0,2 point par rapport au trimestre précédent. Sur un an, le taux de chômage augmente de 0,4 point.

Sur le champ de la France métropolitaine, le taux d'emploi au sens du BIT est resté quasiment stable, à 50,9 % en 2013 puis à 50,8 % en 2014.

L'année 2014 est marquée par une faible inflation

Le faible taux d'inflation (0,4 % enregistré en 2014, après 0,7 % en 2013 – tableau 2) est lié à la forte baisse des prix énergétiques. La chute des cours du pétrole a un effet direct et quasi immédiat sur l'inflation totale à travers la composante énergie.

Le contexte macroéconomique tend à ralentir la croissance de la masse salariale...

Dans ce contexte de faibles croissances du PIB et des prix, la progression de la masse salariale du secteur privé demeure très contenue et s'établit à +1,5 % en 2014. En effet, la faible croissance du PIB tend à ralentir

l'évolution du volume d'emplois, tandis que celle de l'inflation modère la revalorisation du SMIC. L'évolution de la masse salariale constitue le principal déterminant de la croissance des cotisations sociales, première ressource de la protection sociale (62 % du total – cf. fiche 9).

... et celle des prestations versées aux ménages

Les revalorisations annuelles des prestations sociales se différencient par leurs modes de calculs, par les indices de référence retenus mais également par la date à laquelle elles interviennent. La grande majorité des prestations sociales sont revalorisées en fonction de l'inflation (prestations familiales, pensions de retraite et d'invalidité, RSA, ASS...) et ce, afin de garantir le pouvoir d'achat des ménages. Dans certains cas, la revalorisation s'applique aux paramètres utilisés pour définir le montant ou le droit à prestation (plafonds de ressources...).

En 2014, le faible niveau d'inflation contribue directement au ralentissement du rythme de croissance des prestations de protection sociale versées aux ménages (+2,2 %, après +2,8 % en 2013), compte tenu de son impact sur leur taux de revalorisation. En particulier, les prestations revalorisées annuellement (pensions de retraite, d'invalidité, prestations familiales, rentes d'accidents du travail...) dépendent de la progression des prix. Leur taux de revalorisation est indexé sur l'inflation estimée pour l'année en cours (N) à laquelle s'ajoute un correctif correspondant à l'écart éventuel entre la prévision de l'année précédente (N-1) et l'inflation effectivement constatée en N-1.

L'effet modérateur des moindres revalorisations sur le niveau des prestations versées aux ménages est amplifié par l'effet de certaines mesures mises en œuvre en 2014 (report du calendrier de revalorisation des pensions de retraite, diverses mesures relatives aux allocations familiales,...).

La situation économique en 2015

En 2015, selon des données INSEE encore provisoires, la croissance du PIB est plus dynamique (+1,3 % en volume, soit +1,9 % en valeur). En France entière, le taux de chômage au sens du BIT s'élève à 10,3 % en moyenne annuelle. Les dépenses de consommation des ménages progressent de +1,5 % en volume. La masse salariale s'améliore légèrement pour s'établir à +1,7 % en lien avec une légère amélioration de l'emploi. L'évolution des prix hors tabac est quasi nulle (+0,1 %).

1 « Comptes nationaux annuels », *Informations rapides*, INSEE, n° 127, mai 2016.

2 Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi (cat. A), ayant exercé une activité dite « réduite courte » (cat. B, de 78 heures ou moins au cours du mois) ou « réduite longue » (cat. C., plus de 78 heures au cours du mois).

3 « Emploi, chômage, population active en 2014 », *Dares Analyses*, n°050, juillet 2015.

4 Personne sans emploi en âge de travailler (âgée de 15 ans ou plus) qui n'a pas travaillé au cours de la semaine donnée, disponible pour travailler dans les deux semaines et qui a entrepris des démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent (ou qui a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois).

Tableau 1 Le PIB et ses composantes en France

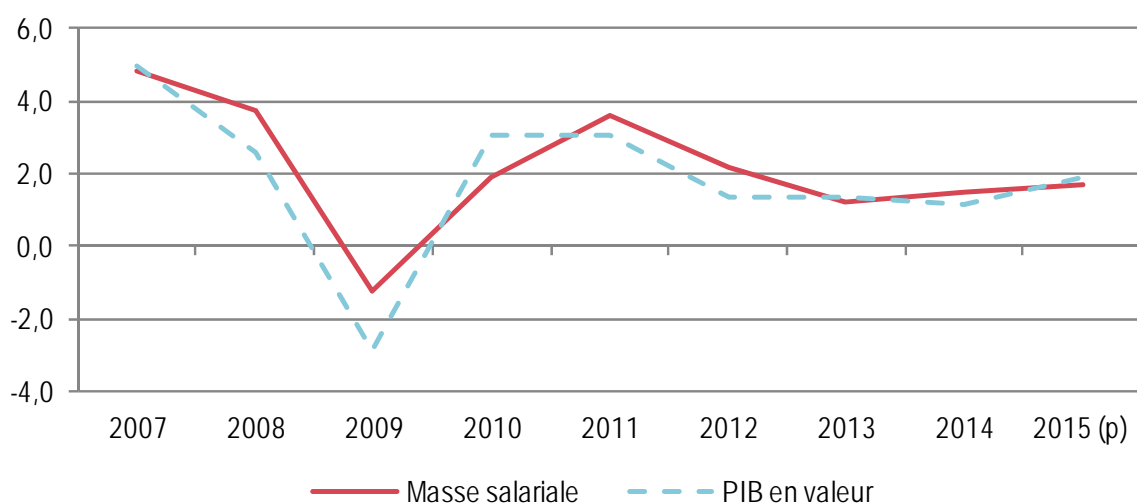
Évolutions en volume aux prix de l'année précédente en %, montants en milliards d'euros

	Évolution en volume			Valeur	
	13/12	14/13	15/14	2013	2014
Produit intérieur brut (PIB)	0,6	0,6	1,3	2 115	2 140
Importations	2,1	4,7	6,6	645	662
Consommation des ménages	0,5	0,7	1,5	1 132	1 141
Consommation des administrations publiques	1,5	1,2	1,4	508	516
Formation brute de capital fixe	-0,8	-0,3	1,0	467	466
Variations de stocks	0,2	0,5	0,1	5	15
Exportations	1,9	3,3	6,1	605	619

Source > INSEE-CNA.

Graphique 1 Évolutions du PIB et de la masse salariale du secteur privé

Évolutions en % des agrégats en valeur



Sources > INSEE-CNA, ACOSS.

Tableau 2 Taux d'évolution des principales grandeurs macroéconomiques

En % et en moyenne annuelle

	2012	2013	2014	2015 (p)
Masse salariale privée	2,1	1,2	1,5	1,7
Emploi (effectifs moyens)	0,0	-0,6	0,0	0,1
Salaire (moyen par tête - SMPT)	2,2	1,8	1,6	1,6
Inflation hors tabac	1,9	0,7	0,4	0,1
Revalorisation des pensions	2,1	1,5	0,3	0,0
Revalorisation de la base mensuelle des allocations familiales (BMAF)	0,7	1,2	0,7	0,1

(p) : données provisoires.

Sources > INSEE, ACOSS, CNAF.